

DIALOGUES AUTOUR DE L'IMPLICATION CITOYENNE DÉRANGEANTE



Le projet

Dialogues autour de l'implication citoyenne dérangeante

est une initiative qui vise à mieux comprendre l'impact des mobilisations citoyennes perçues comme dérangeantes sur les acteurs du milieu municipal et sur les citoyennes et les citoyens impliqués dans ces mobilisations. Comment se vit cet engagement: quels en sont les défis, les enjeux et quels sont les besoins des personnes impliquées?

Cette démarche de recherche-intervention a été réalisé en ligne avec des gens du milieu municipal et avec des citoyennes et des citoyens impliqués dans différentes régions du Québec.

La mobilisation dérangeante : une définition

La mobilisation citoyenne est **dérangeante** lorsqu'elle porte sur des **projets controversés**, suscite des **tensions** entre les personnes et les organisations concernées, se déroule dans un contexte où le **dialogue est plus difficile** et se distingue par **une intensité élevée**.

C'est la manifestation d'une **volonté d'influence, de perturbation et de changement** qui accroît la **pression sur les autorités et les personnes qui prennent les décisions**.

L'intensité du dérangement varie selon **l'environnement sociopolitique** et selon **les subjectivités individuelles**

Est-ce dérangeant ?

Une manifestation devant
l'église du village

Une question
au conseil municipal

Une pétition en ligne

Le boycottage
d'un commerçant
local

Le blocage d'un chemin
d'accès à un chantier

Un graffiti sur
une affiche publique



La période de questions fait partie intégrante du fonctionnement de tous les conseils municipaux au Québec. Lors des ateliers, des gens ont attribué un grand pouvoir de dérangement à la période de questions, alors que d'autres ont remis en question l'utilité même de la formule.

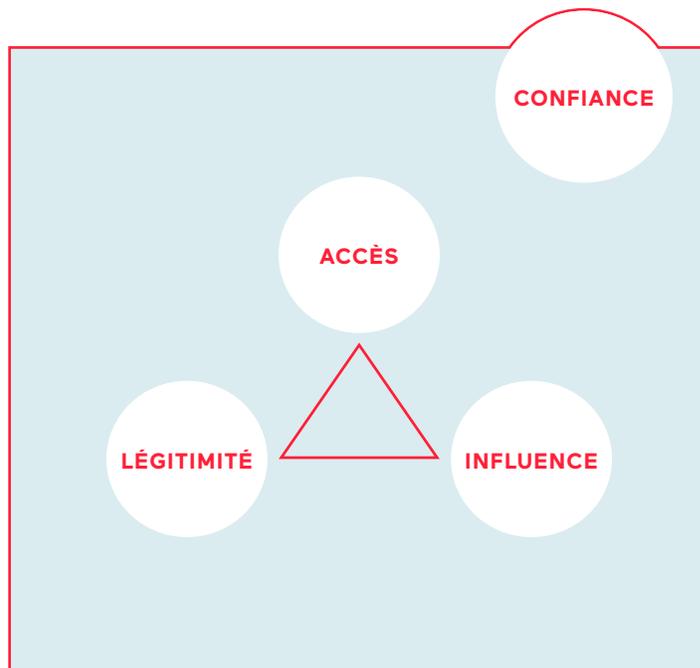
Pour certaines personnes, la participation citoyenne lors du conseil municipal est marginale puisque limitée à la période de questions. Comme son nom l'indique, celle-ci appelle les questions et non le partage de commentaires, de connaissances et d'expertise de la part des citoyen.nes. Plusieurs déplorent les délibérations derrière des portes closes et les huis clos. **Y aurait-il lieu de revoir les règles pour accroître la transparence et favoriser le débat?**

La confiance : socle du dialogue

D'un point de vue démocratique, une participation publique réussie repose sur trois piliers : l'accès, la légitimité et l'influence (Senecah, 2004). Dans un premier temps, il faut un accès à l'information nécessaire pour prendre part au débat, mais aussi des occasions d'exprimer ses idées et préoccupations par rapport aux projets proposés. Ensuite, il faut reconnaître une légitimité à la voix citoyenne et à celles des autres parties prenantes ; plus que émotives ou égoïstes, elles méritent d'être écoutées et prises en considération. Finalement, il faut que ces voix aient de l'influence sur les décisions à prendre ; il faut éviter de donner l'impression que le processus est factice et que son issue est déjà tracée d'avance.

Si les institutions municipales maîtrisent bien le premier pilier, celui de l'accès, elles ont souvent plus de difficulté avec les deux derniers : la légitimité et l'influence.

La confiance réciproque entre les différentes parties prenantes vient solidifier ces piliers et ajouter de la valeur à la participation publique. Toutefois, quand elle fait défaut et qu'on assiste à un bris de confiance, il y a souvent rupture du dialogue. La confiance, c'est donc le socle sur lequel repose les trois piliers.



Ce qui nuit à la confiance des citoyen.nes mobilisés à l'égard des élu.es

- La proximité avec l'industrie
- La perception de l'inaction des élu.es
- Le manque de transparence
- Le manque de reconnaissance de la légitimité citoyenne



Ce qui nuit à la confiance des élu.es à l'égard des citoyen.nes mobilisé.es

- Une attitude agressive
- Une fermeture
- Des accusations
- La méconnaissance de la réalité du municipal
- L'impression que des citoyen.nes sèment la confusion et la peur

Les impacts des mobilisations citoyennes dérangeantes

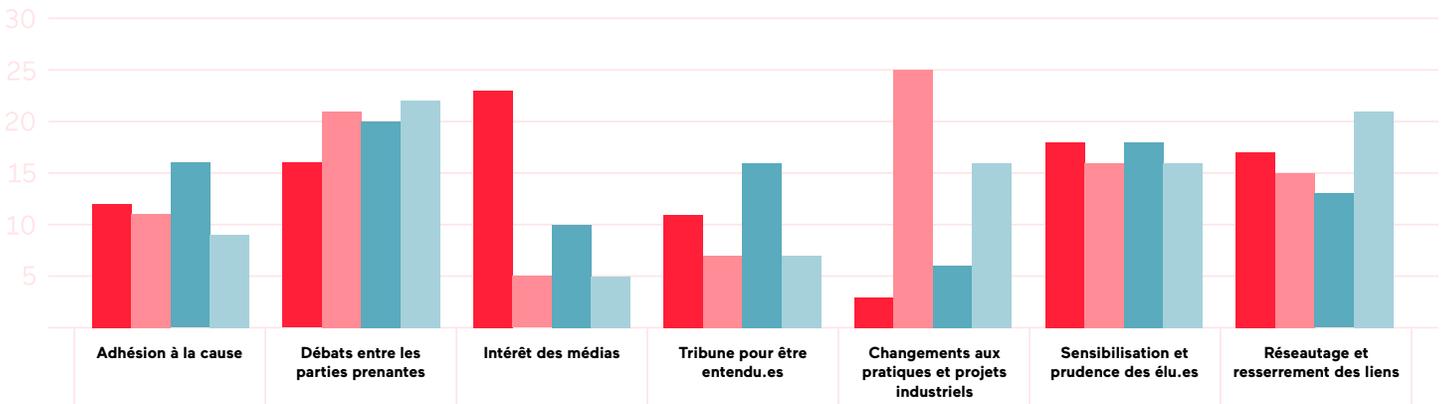
Sans grande surprise, les résultats de sondages menés lors des ateliers suggèrent que les citoyen.nes et le milieu municipal perçoivent différemment les impacts des mobilisations citoyennes dérangeantes, à la fois concernant leur fréquence et leur caractère souhaitable ou dommageable. Ces perceptions différentes témoignent des difficultés de dialogue entre ces acteurs lors de mobilisations citoyennes dérangeantes.

Quels impacts sont les plus fréquents ?
-
Quels impacts sont les plus souhaitables ?
-
Quels impacts sont les plus dommageables ?



Les impacts positifs

- Les plus fréquents selon les citoyen.nes
- Les plus fréquents selon le milieu municipal
- Les plus souhaitables selon les citoyen.nes
- Les plus souhaitables selon le milieu municipal



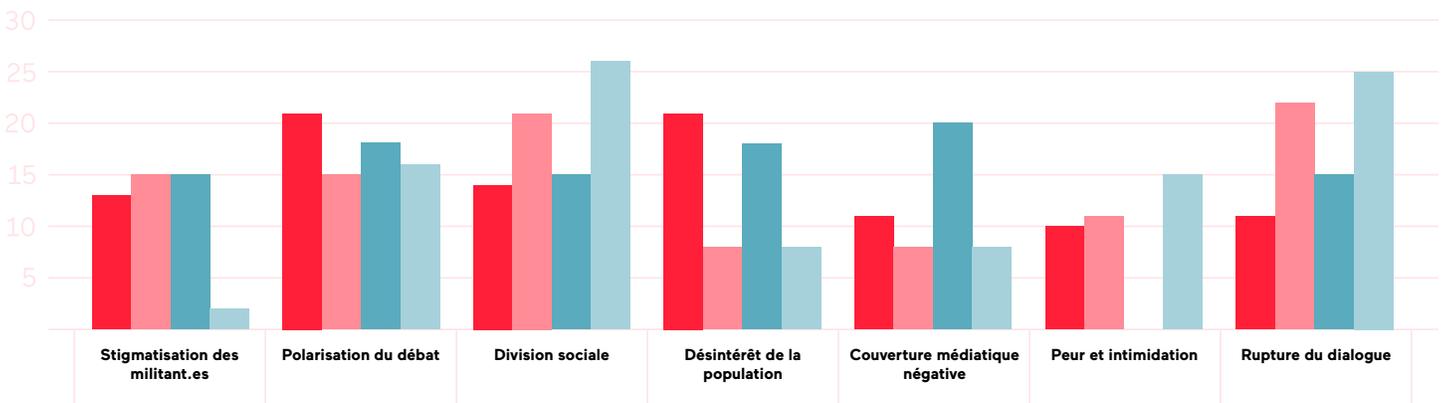
Si les citoyen.nes semblent souvent d'avis que les mobilisations dérangeantes suscitent l'intérêt des médias, ils semblent aussi nombreux à déplorer que l'impact le plus souhaitable de telles mobilisations, les changements aux pratiques et projets industriels, soit aussi le moins fréquent.

De son côté, le milieu municipal semble apprécier le débat que les mobilisations créent entre les parties prenantes, tout comme il semble espérer qu'elles entraînent du réseautage et le resserrement des liens sociaux dans leur communauté.



Les impacts négatifs

- Les plus fréquents selon les citoyen.nes
- Les plus fréquents selon le milieu municipal
- Les plus dommageables selon les citoyen.nes
- Les plus dommageables selon le milieu municipal



De part et d'autre, on semble constater que la rupture du dialogue et la division sociale constituent des impacts négatifs particulièrement dommageables des mobilisations citoyennes dérangeantes. Les citoyen.nes semblent y trouver souvent un désintérêt de la population et une polarisation importante

du débat. Le milieu municipal semble déçu de la couverture médiatique négative que ces mobilisations entraînent, mais semble très peu s'inquiéter de la stigmatisation des militant.es qui en résulte, contrairement aux citoyen.nes.

Méthodologie : Les sondages ont été administrés lors de quatre ateliers en ligne en novembre et décembre 2020. Les gens pouvaient fournir plus d'une réponse par question. Les sondages sur les impacts positifs comptent 124 réponses (fréquence) et 119 réponses (souhaitabilité), réparties entre 53 répondant.es. Les sondages sur les impacts négatifs comptent 115 réponses (fréquence) et 119 réponses (dommageabilité), réparties entre 50 répondant.es.

Les objectifs de la mobilisation citoyenne dérangeante



Les gens impliqués dans les mobilisations citoyennes dérangeantes ne s'adressent pas toujours aux bons interlocuteurs en fonction de l'objectif poursuivi. Résultat? Insatisfaction, manque d'efficacité, épuisement, désengagement, etc.

Le projet a cherché à répondre à la question: comment dialogue-t-on? Avec les participant.es, la discussion a porté plus précisément sur le dialogue entre les citoyen.nes et le milieu municipal, d'une part, et sur le dialogue de ces deux groupes avec les promoteurs, d'autre part. Voici quelques pistes de réflexion et solutions à explorer.

Les objectifs

- Amener l'enjeu dans l'espace public
- Susciter de l'adhésion à la cause
 - Mettre les élu.es en action
 - Créer un rapport de force

Comment dialogue-t-on?

CITOYEN.NES ET MILIEU MUNICIPAL, ET INVERSEMENT

SORTIR DU PROTOCOLE

- Diversifier le type et les lieux de rencontres pour favoriser la participation hors des séances du conseil municipal parfois perçues comme rigides (exemple: déjeuner mensuel avec les élu.es ou café occasionnel avec la mairesse)
- Éviter la « cassette »; elle tue la confiance presque à tout coup

BÂTIR D'ABORD LA CONFIANCE

- Avoir une bonne planification stratégique, construite avec les citoyen.nes, qui permet de voir en quoi les projets présentés correspondent (ou non) aux cibles de la municipalité
- Éviter les décisions à la pièce
- Éviter de susciter des attentes qu'on ne peut pas satisfaire

LAISSER DES TRACES

- Préparer des questions et des commentaires par écrit à remettre pour référence et suivi
- Une bonne préparation à des séances publiques peut impliquer: une invitation aux médias locaux, un site web à jour, la préparation de messages-clés, etc.

LA BONNE ATTITUDE

- Écoute, ouverture et bienveillance pour donner lieu à des discussions plus intéressantes et désamorcer les conflits

MILIEU MUNICIPAL ET PROMOTEURS

CLARIFIER LE RÔLE DU CONSEIL MUNICIPAL

- Éviter de laisser les enjeux d'acceptabilité sociale entre les seules mains des promoteurs
- Mettre en place un mécanisme autonome, indépendant des promoteurs, pour sonder le pouls de la communauté
- Être un intermédiaire entre les citoyen.nes et les promoteurs; à l'occasion, traduire les préoccupations et attentes des uns aux autres
- Ne pas faire le travail des promoteurs à leur place
- Au besoin, jouer un rôle d'arbitre par une position plus modérée et pondérée que les promoteurs

PRÉVENIR ET DÉSAMORCER LES CONFLITS

- Créer un canal de communication plus direct entre les citoyen.nes et les promoteurs
- Soutenir les citoyen.nes dans leurs relations avec les promoteurs
- Cultiver des conditions favorables au dialogue pour éviter la rupture et la division sociale



CITOYEN.NES ET PROMOTEURS

Très souvent, les promoteurs ont un pouvoir disproportionné par rapport aux citoyen.nes et au milieu municipal. Que cette perception soit fondée ou non, ce pouvoir fait peur. Sur ces bases, il devient difficile de dialoguer.

Le projet révèle que, dans les faits, les citoyen.nes n'entrent pas en dialogue avec les promoteurs, car ils et elles estiment que le rapport de force leur est inéquitable. La seule réponse possible devient la mobilisation citoyenne dérangeante.

Les municipalités sont placées dans une position difficile puisque l'industrie génère des taxes, une source importante de revenus. En même temps, leur pouvoir d'intervention auprès des grandes industries est très limité.

Dialogues autour de l'implication citoyenne dérangeante – 2019-2021



Katie Gagnon, politologue, formatrice, chargée de projet en démocratie et participation citoyenne, GFPD
WWW.GFPD.CA



Marie-Ève Maillé, consultante pour Notre Boîte, médiatrice accréditée et professeure associée à l'UQAM.
WWW.NOTREBOITE.CA

GRUPE
femmes
POLITIQUE
DÉMOCRATIE

NOTREBOITE
RENFORCEMENT
DES COLLECTIVITÉS

Avec la participation de:

Québec